

**Renseignement d'Etat      Diplomatie parallèle      Grands contrats      Renseignement d'affaires**
**Europe/US** Les Pays-Bas légalisent les échanges avec les Five Eyes →P.2

**US** La NGA en pleine offensive de diplomatie GEOINT →P.4

**France** Les méthodes commerciales à l'export de Safran révélées par iXBlue →P.5

**Europe/US** Le centre cyber de l'OTAN, nid d'intérêts croisés →P.6

**Etats-Unis**

# L'INDUSTRIE AMÉRICAINE DE DÉFENSE PREND SES QUARTIERS À KIEV

**Soutenus par le Congrès républicain contre le vœu de la Maison blanche, les industriels de la défense et du renseignement prennent de plus en plus pied dans les secteurs régaliens ukrainiens.**

**Interceptions made in USA.** Selon nos informations, le service ukrainien de renseignement extérieur, le **SZRU** (ou *Foreign Intelligence Service of Ukraine*, FISU), ne fait confiance qu'à la technologie américaine. Doté d'un budget en constante augmentation, celui-ci achète à tour de bras du matériel d'interception aux groupes américains actifs dans le secteur. Il vient ainsi de passer des commandes d'importance à **Keysight** (ex-**Agilent**) pour des analyseurs de signaux et a déjà acquis nombre d'équipements réseau chez **Cisco**, **HP** et **Dell**. De plus, le SZRU est en train de rénover sa station d'interception

"Comb", implantée à côté d'Odessa, avec du matériel américain et l'aide de l'agence spécialisée dans le domaine, la NSA. Dédiée à l'interception des communications par satellite, la station Comb a la particularité d'exploiter des antennes dites "Torus" de conception soviétique. Depuis janvier, le SZRU a vu le Parlement ukrainien voter une augmentation de sa dotation de 40 % (📍 IOL n°803). Cet effort est également soutenu par le Congrès américain, dominé par des Républicains soucieux de contenir l'influence de la Russie dans le pays, à rebours des vœux de la Maison blanche. Cette année, les aides US en matière de sécurité atteignent presque le milliard \$ (📍 IOL n°789).

**Aéronautique en pointe.** Cette arrivée massive des industries US ne se limite pas au seul renseignement. Elle s'étend à tout le secteur de la défense. Après plusieurs mois de tractations, **Boeing** a réussi à devenir le partenaire de référence d'**Antonov**, le constructeur des gros avions porteurs *An-124*, en lui fournissant la technologie nécessaire pour ses futurs appareils. Si l'accord vise à relancer le conglomérat aéronautique ukrainien, il est aussi vital pour les Etats-Unis. Dès 2015, le Pentagone a exclu l'opérateur russe concurrent **Volga-Dnepr** de ses marchés publics, comme *Intelligence Online* l'avait révélé (📍 IOL n°770). Relancer son pendant ukrainien pourrait donc, à terme, servir les armées américaines. Pour rebâtir sa base industrielle, Antonov a disposé d'une confortable assise budgétaire :

en mars, le groupe a signé avec le fonds parapublic de Riyad **Saudi Technology Development & Investment Co** (**Taqnia**, filiale du **Public Investment Fund**) un accord avantageux pour lancer la production de trois appareils *An-132*, développés conjointement depuis trois ans (📍 IOL n°758).

**Pigeons voyageurs.** Depuis 2015, des consultants comme **Richard J. Douglas**, un ancien conseiller de **Donald Rumsfeld** au Pentagone dirigeant aujourd'hui la société **Ocean Safari Strategies**, s'activent pour rapprocher les appareils militaro-industriels des deux pays (📍 IOL n°748). Mais depuis le début de l'année, Washington a placé un homme directement au cœur du complexe militaire ukrainien : **Anthony Tether**, ex-directeur de la **Darpa**, l'agence de recherche militaire américaine, aujourd'hui à la tête de son cabinet **The Sequoia Group**, est administrateur de **Ukroboronprom**, l'entité publique qui chapeaute l'industrie parapublique de défense à Kiev (📍 IOL n°800). D'autres lobbyistes huilent également la relation bilatérale. La société de conseil basée à Washington **Yorktown Solutions** opère ainsi aux Etats-Unis pour le compte de **SpetsTeGhnoExport**, la filiale de **Ukroboronprom** dédiée aux technologies de pointe. Yorktown, qui doit trouver de nouveaux partenaires industriels américains pour son client, est dirigée par **Daniel Vajdich**, un ancien administrateur du *Committee on Foreign Relations* du Sénat qui a travaillé pour **Ted Cruz** et **Mitt Romney**. ●

**Premier cercle**

**ÉTATS-UNIS MACFARLAND INTÈGRE LE FABRICANT DES DRONES REAPER**

Le général **Sean MacFarland**, qui a pris sa retraite de l'**US Army** en février 2018, a rejoint le fabricant de drones **General Atomics** (GA) au début du mois. Nommé VP en charge du développement stratégique des programmes d'armement, MacFarland connaît bien les drones produits par GA pour avoir dirigé l'opération *Inherent Resolve* en 2015, où de nombreux *Reaper* et *Predator* ont été déployés. Le groupe aéronautique californien a reçu le 4 septembre un contrat de l'**US Special Operations Command** (USSOCOM) pour l'amélioration de ses drones *MQ-9* et *MQ-1C*.

**RUSSIE MAURIN SÉCURISE RENAULT À MOSCOU**

Le général **Jean Maurin**, le commandant de la **Légion étrangère** jusqu'au 1<sup>er</sup> août, va retrouver la Russie. Il devient le directeur de la sécurité du constructeur automobile **Renault** dans ce pays où il pilotera les opérations de contrôle interne. Maurin connaît bien Moscou. Il y a été attaché de défense à l'ambassade de France. De plus, il a été élève de l'**Académie d'état-major général de la Fédération de Russie**, l'équivalent local du **Centre des hautes études militaires** (CHEM) français, au début des années 2000. Renault mise beaucoup sur la Russie pour les prochaines années.

**PAKISTAN RIYAD LANCE L'OFFENSIVE DE CHARME SUR KHAN**

A peine entré en fonction, le nouveau premier ministre pakistanais **Imran Khan**, surnommé "Taliban Khan", s'engage avec son soutien saoudien. Son premier déplacement à l'étranger devrait se faire à Riyad, qui a déjà envoyé plusieurs émissaires à sa rencontre. Le ministre des médias, **Awwad bin Saleh Al-Awwad**, a tenu une réunion avec lui lors de sa venue au Pakistan. Surtout, l'ambassadeur saoudien, **Nawaf bin Said Al-Malki**, s'est empressé de rencontrer le nouveau ministre de la défense, **Pervez Khattak**. Riyad soutient les programmes de défense pakistanais, en particulier nucléaires (📍 IOL n°730).

## EUROPE/ÉTATS-UNIS Les Pays-Bas légalisent les échanges avec les Five Eyes

La cour suprême des Pays-Bas a rendu le 7 septembre une décision propre à réjouir les services de renseignement des deux côtés de l'Atlantique. La justice hollandaise a en effet confirmé la légalité de leurs échanges internationaux d'informations. Saisie par plusieurs associations de défense des libertés, la cour a approuvé le cadre légal permettant à l'**AIVD**, le service de renseignement néerlandais, et à son homologue militaire, le **MIVD**, de recevoir des données transmises par la **NSA** et le **GCHQ**.

Les juges ont estimé que les législations américaines et britanniques offraient des garanties suffisantes de respect des libertés individuelles. La cour suprême a également considéré que la loi nationale sur le rensei-

gnement (*ISS Act*) ne devait s'appliquer qu'aux services néerlandais. Les services alliés dits des *Five Eyes* (USA, Royaume-Uni, etc.) ne sont donc pas tenus de la respecter, même lorsqu'ils interceptent les communications de citoyens néerlandais.

Les services de renseignement pourront désormais appliquer une présomption de légalité à l'égard de leurs partenaires, sans avoir à vérifier que les données reçues ont été recueillies conformément au droit néerlandais.

Cette décision pourrait inspirer la jurisprudence des cours suprêmes d'autres pays européens, régulièrement saisis sur la légalité des techniques de renseignement depuis les divulgations d'**Edward Snowden** ([@IOL n°782](#), [@IOL n°804](#)).

## FRANCE Hugues Bricq sur le départ au renseignement territorial

Selon nos informations, **Hugues Bricq** doit très prochainement quitter la direction du **Service central du renseignement territorial** (SCRT). Il devrait être nommé dans la foulée au poste de directeur de cabinet du directeur général de la police nationale (DGPN), **Eric Morvan**. Il succédera ainsi à **Philippe Bertrand**, un de ses prédécesseurs à la tête du SCRT dont il est resté proche. Celui-ci part à la fin du mois diriger la sécurité du groupe **La Poste**.

Cette nomination d'Hugues Bricq viendrait souligner la place toujours plus prépondérante du renseignement au sein de la DGPN. Le SCRT dispose également d'un relais à l'Elysée,

où l'ancien patron du service, **Jérôme Léonnet**, est aujourd'hui l'adjoint du coordinateur national du renseignement, **Pierre de Bousquet de Florian**.

Hugues Bricq laisse donc à son successeur le soin de mettre en musique le nouveau plan antiterroriste annoncé en juillet par le premier ministre **Edouard Philippe**, qui confirme la **DGSI** comme chef de file opérationnel en la matière ([@IOL n°810](#)).

Son départ laisse en revanche son service étêté, alors même que la succession du numéro deux n'est pas finalisée depuis le départ de **Nathalie Peucelle** au printemps ([@IOL n°807](#)).

## ALLEMAGNE/SUISSE Espionnage helvète à Berlin : vers une paix des braves

Le bureau du ministère public allemand a finalement annoncé début septembre qu'il clôt l'enquête sur **Paul Zinniker**, le directeur adjoint du **Service de renseignement de la Confédération** (SRC) suisse. L'enterrement de ce dossier va permettre de relancer les relations bilatérales en matière de renseignement, frigorifiées depuis le début de l'affaire, en 2011. Une tâche qui incombe au nouveau patron du SRC, le francophile **Jean-Philippe Gaudin** ([@IOL n°804](#)).

Zinniker était accusé par Berlin d'avoir monté une vaste opération d'espionnage contre les autorités allemandes, notamment fiscales,

après que celles-ci ont acquis des données d'**UBS** et du **Crédit Suisse**, en 2011.

Le dossier a mis en lumière les méthodes du renseignement suisse, qui s'est largement appuyé sur le secteur privé du renseignement d'affaires. Les espions suisses ont travaillé avec **Werner Mauss**, un enquêteur privé qui a collaboré avec les agences allemandes de sécurité durant des années, ainsi que **Wilhelm Dietl**, un journaliste ancien correspondant du BND. L'enquête a aussi fait apparaître le rôle de la société **KDM Sicherheitsconsulting**, fondée par **Klaus-Dieter Matschke**, un ancien officier du BND ([@IOL n°581](#)).

### ALLEMAGNE

#### BfV et BND rendent compte de leurs contacts avec les migrants

Pressé par le groupe parlementaire *Die Linke* au Bundestag, le gouvernement a dressé le bilan fin août des interrogatoires menés par ses services de renseignement auprès des migrants. Le bureau fédéral des migrations (BAMF) a transmis au service de renseignement intérieur, le **BfV**, plus de 7 000 signalements de personnes d'intérêt en 2017, notamment en cas de radicalisation. Pouvant être présent lors des audiences de demande d'asile, le BfV procède régulièrement à des interrogatoires préalables. Afin de se distancier des pratiques qui avaient cours durant la Guerre froide, le service de renseignement extérieur, le **BND**, a tenu à préciser que ces interrogatoires ne sont jamais menés sous couverture mais sur la base du volontariat.

### FRANCE/ISRAËL

#### Le renseignement pénitentiaire parmi ses pairs en Israël

**Pierre Maitrot**, le sous-directeur de la sécurité pénitentiaire, dont dépend le **Bureau central du renseignement pénitentiaire** (BCRP), était présent à la conférence de l'*International Institute for Counter-Terrorism* (IICT) qui s'est tenue du 3 au 6 septembre à Herzliya. Il y est intervenu lors d'une table ronde sur la radicalisation en prison, où il a échangé avec le colonel **Regev Daharug**, directeur des opérations de l'**Israel Prison Service** (IPS). Il a également pu y deviser avec son homologue **Yuval Bitton**, chef du renseignement pénitentiaire israélien.

### ÉTATS-UNIS

#### Le Pentagone veut des drones qui se passent de GPS

L'**US Army** a donné le coup d'envoi le 5 septembre à un programme destiné à développer des drones capables de mener leurs missions sans guidage GPS. Baptisé *Autonomous Unmanned Systems Teaming and Collaboration in GPS-Denied Environments Program* (AUSTC), ce projet de 59 millions \$ exploitera à son avantage les limites du brouillage anti-drone ([@IOL n°810](#)). Utilisant des modes de guidage alternatifs, ces drones permettront de moins exposer les militaires américains, y compris face à un adversaire doté d'importantes capacités de guerre électronique, tel que la Russie ([@IOL n°812](#)). Cinq sociétés, dont **Cybernet Systems** et **Robotic Research**, sont chargées de le mettre en oeuvre.

### FRANCE

#### Un Caracal en plus pour le COS

L'armée de l'air intensifie sa participation aux opérations du **Commandement des opérations spéciales** (COS), avec l'envoi d'un troisième hélicoptère Caracal en bande sahélo-saharienne dans le cadre de la *Task Force Sabre* (TF Sabre). Désormais, l'armée de l'air offre aussi au COS une capacité de canon de 20 mm embarqué au profit de cette même TF Sabre.

## ÉTATS-UNIS/KOWEIT Le Koweït, hub du cyber-renseignement américain en Syrie

L'**US Central Command** (CENTCOM) renforce depuis quelques semaines ses équipes d'analystes dédiées à la surveillance des opérations russes et iraniennes en Syrie, depuis la base d'Arifjan au Koweït. Selon nos informations, ces nouveaux effectifs se concentreront sur l'étude du web et des réseaux sociaux, pour suivre l'évolution des forces étrangères sur le territoire syrien. Ces analystes auront également pour rôle d'alerter les forces de la coalition de l'émergence de troubles liés à des milices locales.

Des spécialistes des sources ouvertes œuvrent déjà en appui des forces spéciales et des services de renseignement de la coalition, notamment afin de contrô-

ler l'environnement des sources humaines recrutées en Syrie. Camp Arifjan centralise la production du renseignement humain provenant des stations situées en Irak, en Jordanie et en Syrie.

L'implantation américaine abrite également un *Regional Cyber Center* couvrant l'Irak et la Syrie, ainsi qu'une importante cellule d'analyse des interceptions (SIGINT). Cette dernière est alimentée par les capteurs ISR qui survolent la zone, ainsi que par le *Sigint Support Element - Kuwait* (SSE-K) rattaché à la **NSA**, à Camp Buehring, au nord du pays. Les spécialistes COMINT bénéficient d'ailleurs d'un positionnement stratégique au Koweït, où atterrissent cinq câbles sous-marins de télécommunications. ●

## ARABIE SAOUDITE/RUSSIE Kadyrov, go-between indispensable entre Riyad et Moscou

La visite de **Ramzan Kadyrov**, le président de la république russe de Tchétchénie, au palais de Riyad de **Mohamed bin Salman** (MbS), le prince héritier saoudien, ne visait pas qu'à célébrer l'Aïd al-Adha. En effet, MbS était accompagné de toute sa garde rapprochée sécuritaire. En plus de **Fahd bin Mohammed al-Essa** (ou Fahad al-Issa), son directeur de cabinet à la défense (📞 IOL n°764), et d'**Abdallah bin Bandar bin Abdelaziz al-Saud**, le vice-gouverneur de La Mecque (📞 IOL n°808), **Khaled bin Ali al-Humaidan**, le chef du **General Intelligence Presidency** (GIP),

était également présent. Il l'était déjà lors des précédentes rencontres entre les deux leaders (📞 IOL n°740).

Ramzan Kadyrov a pris une importance croissante dans les relations entre Riyad et le Kremlin. Il était d'ailleurs l'un des animateurs centraux de la visite du roi **Salman bin Abdelaziz** à Moscou en 2017. Il aurait été introduit auprès de MbS par le mentor de ce dernier en matière de relations internationales, le prince héritier d'Abou Dhabi **Mohamed bin Zayed al-Nahyan**. Celui-ci dispose d'un autre conseiller bien connecté à Grozny, l'ex-maître-espion palestinien **Mohammed Dahlan**. ●

## CHINE Après Hong-Kong, Pékin met la sécurité de Macao au pas

L'exécutif de Macao a adopté le 27 août le règlement visant à la création d'un **Comité de sécurité nationale** (CSN). Celui-ci sera chargé de veiller à une application très stricte de ce concept - il devra notamment s'assurer que les partis politiques locaux n'ont pas de relations avec des homologues étrangers. Ce CSN sera composé de représentants des ministères locaux de Macao ainsi que du gouvernement de Pékin, notamment de la **Sécurité publique** (**Gonganbu**).

L'œil de Pékin dans la région, le **Bureau de liaison du gouvernement central** à

**Macao** (BLGC-M), s'active en parallèle pour prendre de plus en plus de champ dans l'ancienne concession portugaise, paradis des casinotiers. Il coorganisera ainsi pour la première fois les *"Journées de la sécurité nationale"* avec l'exécutif local.

Sous l'impulsion du président **Xi Jinping**, Pékin reprend progressivement en main les services régaliens des régions administratives spéciales (RAS). Depuis un an, les autorités de Hong-Kong sont corsetées par des agents de Pékin (📞 IOL n°786) et les tycoons locaux sont sous étroite surveillance. ●

### ÉTATS-UNIS

#### Vers une liste noire des hackers trop proches des Etats ?

Le projet de loi pour la cyber-dissuasion, le *Cyber Deterrence and Response Act of 2018*, adopté le 5 septembre par la Chambre des représentants, va compliquer la vie des hackers. Doté d'un soutien bipartisan, ce texte donnera de nouveaux pouvoirs au président pour sanctionner les menaces étatiques dans le cyberspace. Il pourra désigner des individus et des organisations ayant contribué, même indirectement, à des activités hostiles lancées par une puissance étrangère. Les hackers ainsi blacklistés ne seront plus autorisés à commercer avec les Etats-Unis, ni à entrer sur leur territoire. Les parlementaires ont porté une grande attention à protéger le secteur financier et les secrets d'affaires.

### FRANCE

#### La DNRED a besoin d'un psy

La **Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières** (DNRED) a lancé au cours de l'été le recrutement d'un psychologue clinicien qui intégrera le service en fin d'année. Habilité secret-défense, ce professionnel de la santé participera à l'évaluation des nouvelles recrues et à la formation des agents traitants, notamment à l'art de la manipulation des sources. Un profil des plus rares, qui ne peut se trouver que dans très peu de services... Le psychologue du service aura aussi pour mission de désamorcer les crises entre agents du renseignement douanier, que l'offre d'emploi désigne comme des "tensions managériales".

### FRANCE

#### L'ombre de Tony Blair plane sur le rapport el-Karoui

Pour écrire le rapport sur les réseaux islamistes en Occident, porté dans les médias par le consultant **Hakim el-Karoui** pour le compte du think-tank **Institut Moutaigne**, ses auteurs ont interrogé un nombre élevé d'analystes du **Tony Blair Institute for Global Change** (TBIGC). **Stéphanie van de Werve**, la chef de projet du rapport, qui se concentre longuement sur l'influence du salafisme saoudien, n'est autre qu'une ancienne de TBIGC. Ce centre fondé par **Tony Blair** a remporté en juillet un contrat de 9 millions de £ pour conseiller Riyad.

Exclusif - A lire sur [Intelligenceonline.fr](http://Intelligenceonline.fr)

**France - L'IGN courtise les services de renseignement pour s'imposer dans le GEOINT**

**Etats-Unis - De l'Information Assurance à la cybersécurité, la NSA réforme son versant défensif**



Etats-Unis

## LA NGA EN PLEINE OFFENSIVE DE DIPLOMATIE GEOINT

Face à l'unilatéralisme revendiqué de Donald Trump, les agences dédiées au renseignement géospatial multiplient les gestes envers leurs alliés, tant pour des raisons politiques que techniques.

**Opération de réassurance.** Lors de son intervention à l'**Intelligence and National Security Summit** (INSS), qui s'est tenu le 4 septembre à Oxon Hill, dans le Maryland, **Justin Poole**, le directeur adjoint de la **National Geospatial-Intelligence Agency** (NGA), a longuement détaillé la coopération internationale à l'œuvre dans le domaine. Depuis quelques mois, son supérieur, **Robert Cardillo**, ainsi que **Susan M. Gordon**, la numéro 2 de l'*Office of the Director of National Intelligence* (ODNI) et ancienne de la NGA, ne manquent jamais de mettre publiquement l'accent sur les partenaires étrangers en matière de renseignement géospatial

(GEOINT) des Etats-Unis. Il s'agit clairement, pour la communauté américaine du renseignement, de rassurer les alliés traditionnels européens et asiatiques (voir ci-contre) quant à la continuité des collaborations et la tenue des engagements de Washington. Et ce, alors qu'ils sont de plus en plus nombreux à s'inquiéter des velléités isolationnistes du président **Donald Trump**. Celui-ci se retrouve également à front renversé avec l'establishment républicain, plutôt enclin à renforcer certaines coopérations régionales.

**Intérêt opérationnel.** De manière plus prosaïque, il s'agit aussi pour la NGA de s'assurer que les alliés adoptent la vision technique du GEOINT définie pour les US. L'acquisition d'images de qualité n'étant plus un enjeu depuis la révolution du *New Space*, l'intensification du recours au *machine learning* et aux outils d'analyse automatique, en étroite coordination avec les industriels présents sur ce segment (📍 IOL n°810), est devenue la priorité absolue de l'agence, elle-même de plus en plus concurrencée en interne par la **National Reconnaissance Office** (NRO, 📍 IOL n°805). De ce fait, la NGA doit s'assurer que tous les services étrangers partenaires, qui ne peuvent suivre au même rythme les évolutions technologiques américaines, continuent à développer des outils en la matière qui soient interopérables avec les siens. ●

FOCUS

### COOPÉRATION TOUS AZIMUTS

Par cercles concentriques, la NGA, via un bureau de coopération dédié, a institué au fil des ans tout un processus technique de partage de renseignement géospatial. L'agence entretient plusieurs groupes informels d'échange, en plus des coopérations bilatérales renforcées avec certains pays sur des sujets précis (📍 IOL n°796). Ainsi, dans le cadre de l'accord *UKUSA* (dit *Fives Eyes*), plus connu pour son versant interceptions (SIGINT), Washington a institué un *Allied System for GEOINT* (ASG), où les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande peuvent s'échanger les dernières images disponibles.

Ces deux dernières années, la NGA a été à l'initiative de la multiplication des forums avec ses partenaires GEOINT européens, dans le cadre des *Multinational GEOINT Europe* (ou MGEU), et asiatiques, au sein du *Multinational GEOINT Asia-Pacific* (MGAP). Les Républicains veulent aller encore plus loin dans cette dernière région, pour faire bloc face à la montée en puissance de la Chine. Une proposition de loi, qui fait son chemin au Congrès, vise à créer un programme commun de partage d'imagerie satellitaire avec le Japon et la Corée du Sud (📍 IOL n°784).

Si l'agence communique aujourd'hui sur la tenue de ces forums, ils ne sont pourtant pas récents. Le MGEU a été instauré en 1977. Au départ concentré autour d'un noyau restreint de pays (Royaume-Uni en tête), d'autres l'ont rejoint depuis, comme la France en 1981.

## ÉTATS-UNIS Les téhéranologues aguerris de la CIA se mettent au vert

Certains des cadres les plus expérimentés de l'agence de Langley sur le dossier iranien, pourtant un pilier de la politique étrangère de Donald Trump, quittent l'agence.

La Maison blanche veut organiser une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la menace iranienne, en pleine assemblée générale de l'organisation internationale, attendue fin septembre à New York. Cela intervient au moment où la CIA perd ses meilleurs iranologues, qui se situent pourtant largement sur une ligne dure face à la République islamique.

Ainsi, **Margaret Stromecki**, la patronne de l'analyse de l'*Iran Mission Center* (IMC) de l'agence de Langley, est-elle en train de chercher à se reconverter dans le privé. Elle est pourtant arrivée à ce poste seulement en décembre dernier. L'IMC est dirigé par

**Michael D'Andrea**, surnommé parfois "Ayatollah Mike", l'ancien patron du *Counterterrorism Center* (CTC), qui a piloté les premières campagnes de frappes de drones de la CIA. Stromecki et D'Andrea s'étaient déjà côtoyés au CTC, où elle avait été la responsable de l'analyse.

En plus de la difficulté d'opérer dans un environnement politique rendu chaotique par le fonctionnement de l'administration **Trump**, des raisons internes peuvent pousser à cette volonté de départ. Fondé en début d'année 2017, l'IMC est l'un des résultats de la grande réforme interne de l'agence impulsée par l'ancien directeur **John Brennan**. Celle-ci vise à déconstruire les traditionnelles directions (directorat des opérations, etc.) de l'agence pour se diriger vers un modèle de fusion centers. Chacun, dédié à un thème en particulier, est chargé d'intégrer tous les renseigne-

ments à ce sujet (📍 IOL n°746). Mais cette réforme déstabilise tous les officiers de carrière de l'agence. Beaucoup ont cru que **Mike Pompeo**, éphémère directeur jusqu'à sa nomination en avril à la tête du Département d'Etat, ferait marche arrière (📍 IOL n°781). Mais la plupart des chantiers d'*integration centers* étaient déjà lancés.

Plusieurs cadres de la CIA branchés sur l'Iran ont quitté l'arène de Langley en un an. **Norman Roule**, *National Intelligence Manager for Iran* (NIM-I) à l'*Office of the Director of National Intelligence* (ODNI) de 2008 à septembre 2017, est parti fonder en fin d'année dernière son cabinet **Pharos Strategic Consulting** (PSC, 📍 IOL n°799). Il reste néanmoins très actif sur les questions iraniennes. Il a ainsi rejoint la galaxie des groupes d'influence financés par le milliardaire **Thomas Kaplan** pour accentuer la pression sur Téhéran, **United Against**

**Nuclear Iran** (UANI) et le **Counter Extremism Project** (CEP, voir aussi 📍 p.7). Il a également rejoint, aux côtés d'anciens ambassadeurs américains dans le Golfe (**Adam Ereli**, **Charles Freeman**, etc.), **The Arabia Foundation**, un institut de réflexion porté par des Saoudiens proches du pouvoir de Riyad.

**Leslie Ireland**, qui a précédé **Margaret Stromecki** comme pilote du renseignement américain sur l'Iran, avant de devenir *Assistant Secretary for Intelligence & Analysis* au département du Trésor (où elle est remplacée par la vétérane de la CIA **Isabel Patelnas**), a elle aussi quitté l'administration. Elle est aujourd'hui administratrice du géant **Citi** et, plus discrètement, consultante du cabinet **Lazarus Brothers**, piloté par l'ancien agent **Haig Melkessian** et l'ex-CIA **Charles Seidel** (📍 IOL n°793). ●

Russie/Biélorussie/Afrique

## 558 ARP, ÉCLAIREUR DE MINSK ET DE MOSCOU SUR LES MARCHÉS DE DÉFENSE À CONQUÉRIR

La discrète société de maintenance aéronautique biélorusse, **558 Aircraft Repair Plant**, indique les prochaines cibles de la diplomatie sécuritaire de Moscou.

**Avant-garde.** Provoquant l'inquiétude grandissante des services occidentaux de renseignement, l'actuelle pénétration russe en Afrique est en réalité précédée d'un discret poisson-pilote, le biélorusse **558 Aircraft Repair Plant** (558 ARP). Formellement une simple entreprise d'Etat dédiée au maintien en condition opérationnelle (MCO) des armements ex-soviétiques, le conglomérat, dirigé par **Pinigin Pavel Ivanovitch**, fait figure de véritable

éclaireur des déploiements russes dans les nouvelles zones d'influence du Kremlin. Ainsi, en République démocratique du Congo (RDC), en plus de former les pilotes et les techniciens de l'armée de l'air congolaise, les ingénieurs de 558 ARP sont mobilisés pour maintenir en condition les quatre avions de chasse *L-39C*, livrés par **BelTechExport** (Beltech) à la RDC au début de l'année. Ils s'activent également auprès des *Su-25* et *Su-27* de l'armée congolaise. Ce mouvement accompagne les efforts de la diplomatie sécuritaire de Moscou pour s'implanter dans ce pays, notamment via le Kivu. L'épicentre de cette percée de la Russie reste aujourd'hui en Centrafrique, où elle est couplée à des accords miniers. Des émissaires russes ont aussi été aperçus au Tchad, au Soudan et dans d'autres pays de la région (📍 IOL n°806).

Avantage majeur aux yeux de Moscou : ARP 558 comme Beltech ne sont pas placés sur la liste des sanctions économiques américaines et européennes. La société était d'ailleurs présente sur plusieurs salons européens de défense, cette année, notamment celui de Berlin.

Signe de son importance pour l'avenir, ARP 558 se positionne aujourd'hui sur la vente pour ses clients export de ses drones tactiques et de moyenne portée, les gammes *Grif*, *Condor* et *Berkut*. ●

FOCUS

### LES BRICOLOS DE L'EXTRÊME DES MIG, SU, ET MI

Capable de réparer à peu près tous les équipements aéronautiques produits par les complexes militaro-industriels des pays d'ex-URSS, 558 ARP est présent sur tous les terrains d'affrontement qui impliquent du matériel russe. Des ingénieurs aéronautiques biélorusses ont aussi été aperçus en Egypte et en Libye. Par ailleurs, 558 ARP prospecte activement dans de nouveaux pays : une délégation de l'armée de l'air péruvienne a ainsi visité le siège de la société en début d'année afin de signer un accord pour l'entretien de ses *MIG-29*. La Malaisie réfléchit également à signer des accords de coopération avec la société. 558 ARP a même été élue meilleure entreprise exportatrice 2017 par le président **Alexandre Loukachenko** !

### CONTRÔLE ÉTROIT RUSSE

Minsk n'intervient sur les marchés export qu'à la demande de Moscou, pour faire office de paravent avant un engagement plus frontal et visible. 558 ARP est agréé par les groupes parapublics russes de défense (**Russian Helicopters**, etc.) pour intervenir sur leurs appareils. Et la diplomatie moscovite s'octroie d'ailleurs un droit de veto quand les industriels biélorusses ont des velléités d'indépendance, comme ce fut le cas dans le Golfe (📍 IOL n°747).

### AGENTS AFRICAINS

Les industriels de défense sont longtemps passés par des courtiers indépendants, comme **Steve Bokhobza** (ou **David Hankash** - 📍 IOL n°764), pour prospecter sur les marchés africains, comme au Congo-Brazzaville.

## FRANCE Meilleur sous-traitant de Safran, iXBlue révèle les méthodes commerciales à l'export de son donneur d'ordres

Longtemps partenaires, **iXBlue** et **Safran** engagent une bataille juridique qui lève le voile sur les pratiques du géant de l'aéronautique sur les marchés export.

Appréciée dans les cercles de la défense pour sa capacité d'innovation et sa discrétion, la société **iXBlue** montre aujourd'hui les muscles. Cette entreprise de taille intermédiaire présidée par **Hervé Arditty** vient de lancer les hostilités contre le géant du secteur, **Safran**.

Selon nos informations, iXBlue a lancé fin juillet un arbitrage devant la **Chambre de commerce internationale** (CCI) de Paris, assorti d'une procédure similaire devant celle de New York. Safran cherche, depuis la mi-août, à circonscrire le conflit à Paris. L'entre-

prise a déposé une motion devant la cour du *Southern District* de New York afin que la justice américaine rapatrie cette procédure en France. A Paris, le tribunal arbitral, composé le 30 juillet, est présidé par **Yves Derains**, assisté d'**Alexis Mourre** (choisi par Safran) et de **Paul Gélinas** (désigné par iXBlue).

iXBlue reproche au géant de l'aéronautique d'avoir rompu l'accord qui l'autorisait à vendre sous licence certains produits de la PME, en particulier le joyau du groupe, des gyroscopes à fibre optique, ou *FOG*. Ces pépites technologiques sont utilisées dans les systèmes de navigation de la plupart des armées du monde, notamment les sous-marins, ainsi que dans le domaine spatial. Ils permettent de se géolocaliser avec précision, même dans les zones blanches du GPS. L'accord entre les deux sociétés, conclu une première

fois en 1993 mais révisé en 2011, prévoit que Safran puisse commercialiser les gyroscopes d'iXBlue dans le domaine militaire mais pas dans le secteur naval. Safran peut aussi, depuis la révision de l'accord, vendre ces gyroscopes en Inde, au Brésil et en Russie. Or, iXBlue accuse Safran de commercialiser ses produits non seulement à des forces navales, mais aussi à des clients civils, en violation de l'accord entre les deux sociétés. Pire, soutient iXBlue, Safran ne mentionne jamais le fabricant des gyroscopes, ce qui contrevient à encore aux termes prévus... La colère d'iXBlue se concentre sur **Safran Electronics & Defense Germany** (SED Germany), qui a vendu ses gyroscopes à plusieurs marines occidentales.

Pour se défendre, Safran use d'arguments capitalistiques. Le groupe reconnaît que SED Germany a vendu les

FOG d'iXBlue à plusieurs clients européens, via **Atlas Elektronik**, notamment à **DCNS**, la marine française et la marine allemande. Mais il assure que SED Germany, pourtant filiale, n'est pas nommément partie prenante de l'accord de revente. iXBlue accuse le groupe d'avoir en plus vendu des FOG à des fins civiles, à savoir les sociétés canadiennes **Applanix** et **NovAtel**, via **Imar Navigation** et SED Germany.

Ces reventes par Safran nuisent à iXBlue. La société s'est rendu compte qu'elle avait perdu un marché en 2010 pour fournir plus d'une centaine de torpilles à DCNS face à Atlas Elektronik, qui utilisait sa propre technologie ! Idem pour des contrats avec les marines allemandes et indiennes. Avant de porter l'affaire en justice, iXBlue a plusieurs fois proposé de trouver un accord à l'amiable, sans succès. ●

## EUROPE/ÉTATS-UNIS Le centre cyber de l'OTAN, nid d'intérêts croisés

Si le **Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence (CCDCOE)** de l'OTAN fait figure d'avant-poste cyber de l'organisation atlantique, il sert aussi de base avancée pour le business. Le colonel estonien **Jaak Tarien**, le nouveau commandant depuis le 31 août, va ainsi devoir composer avec un très discret conseil consultatif, qui n'apparaît ni sur le site ni dans l'organigramme du CCDCOE. *Intelligence Online* a pu établir qu'il disposait d'au moins deux membres, dont **David Petraeus**, l'ancien patron de la CIA, aujourd'hui associé du méga-fonds d'investissement **Kohlberg Kravis Roberts & Co (KKR)**. Ce dernier est en pleine offensive pour développer ses investissements cyber en Europe, via notamment les sociétés qu'il a en portefeuille (**Optiv**, **Darktrace**, [Q IOL n°727](#)).

Aux côtés de Petraeus, le Néerlandais **Koen Gijsbers** conseille aussi Tarien. Cet ancien cadre du ministère de la défense des Pays-Bas, pour lequel il officie toujours, préside son cabinet de conseil en matière cyber, **Cyber4Board**, et siège au conseil d'administration de la société britannique **CyNation**.

Surtout, il conseille depuis le début de l'année **CybExer Technologies**, une société basée en Estonie qui vend des formations dans le domaine aux entreprises et aux gouvernements de l'OTAN. **CybExer** vient d'ailleurs de recruter comme *senior advisor*, en plus de Gijsbers, la commandante sortante de l'organisation, l'Estonienne **Merle Maigre**. Le directeur des opérations de **CybExer**, **Aare Reintam**, a lui été propulsé ambassadeur de bonne volonté du CCDCOE. ●

## ÉMIRATS/EUROPE 1MDB : qui a traqué Khadem al-Qubaisi ?

Alors que les autorités malaisiennes ont annoncé début septembre qu'elles espéraient boucler l'enquête sur l'ex-fonds souverain du pays **1Malaysia Development (1MDB)** d'ici la fin de l'année, l'un des protagonistes essentiels de ce méga-dossier international de détournements de fonds court toujours. Tandis que les mandats d'arrêt se multiplient contre lui, le financier émirati **Khadem al-Qubaisi (KaQ)** est revenu à Abou Dhabi, où il bénéficie de la bienveillance des autorités ([Q IOL n°782](#)).

De nombreux consultants ont été mandatés par les avocats de la Malaisie pendant de longs mois afin de mettre la main sur les avoirs

de cet ancien patron du groupe pétrolier public émirati **International Petroleum Investment Co (IPIC)**. Selon nos informations, le géant **Kroll** a été saisi très tôt du dossier. Il a notamment eu recours à des sous-traitants suisses ([Q IOL n°802](#)), où KaQ disposait de nombreux intérêts.

Mais la Malaisie s'est aussi reposée sur le cabinet de renseignement américain **GlobalSource**, dirigé par **Bill Hutman**. Opérant habituellement pour des oligarques de l'ex-URSS, la société pilote ses opérations en Europe et au Moyen-Orient depuis son bureau chypriote ([Q IOL n°792](#)). ●

## EUROPE XCI, alliance d'ex-BAE pour casser les échanges cryptés

A peine fondée, la société danoise **XCI** devrait faire sa première apparition publique à *ISS Asia*, le salon dédié aux technologies d'interceptions, prévues en décembre à Kuala Lumpur. Cette firme vise d'abord les contrats gouvernementaux en matière d'extraction de données des communications cryptées. Les services de renseignement raffolent de ce type d'outils, alors que les grandes agences occidentales (**NSA**, **GCHQ**, **DGSE**...) se plaignent de plus en plus du cryptement des applications comme **WhatsApp**, **Signal**, etc.

XCI a été créé en début d'année par des anciens ingénieurs du spécialiste danois

**Detica**, racheté en 2010 par la filiale dédiée au *Signal Intelligence (SIGINT)* du géant britannique **BAE Systems**. **Detica** était aussi actif dans le *Deep Packet Inspection (DPI)*, via sa précédente acquisition du local **ETI**. Celle-ci a notamment opéré dans le passé pour l'Arabie Saoudite, le Qatar, Oman et le Maroc.

Si la société est présidée par le serial entrepreneur **Mads Peter Lübeck**, son directeur des opérations est **Jesper Andersen**, un spécialiste des marchés du Golfe qu'il a arpentés pour **ETI** puis **BAE**. Le directeur de la recherche de **XCI**, **Peter Juhl**, est quant à lui un ancien de **Rohde & Schwarz**. ●

### EUROPE

#### Un ancien de Kroll dans l'équipe du futur chasseur européen

**Jan Stoeber** est devenu ce mois-ci le nouveau responsable chez **Airbus Group** des relations avec les autres industriels (**Dassault** au premier chef) engagés dans la conception du prochain avion de chasse paneuropéen. Il s'agit du programme *Future Combat Air System (FCAS)* voulu par **Emmanuel Macron** et **Angela Merkel**. **Jan Stoeber** a un profil atypique : après des études à Paris et Leipzig, il a travaillé dans le renseignement d'affaires, chez **Kroll**.

### FRANCE

#### Delhaise Ramond vogue en solo

Après trois ans passés chez **Sopra Steria**, **Christophe Delhaise Ramond** vient de fonder son cabinet, **CDR Conseils**, enregistré à Toulon. Chez **Sopra**, cet ancien d'**Atos** (ex-**Bull**) dirigeait notamment les contrats de la société avec la **Direction du renseignement militaire (DRM)**, comme le *Wikirens*, le système de partage wiki de données mis en place par un partenariat entre **Atos** et **Sopra Steria** pour les personnels de la communauté du renseignement ([Q IOL n°780](#)).

### ÉTATS-UNIS

#### Deux sous-traitants du Pentagone à Riyad s'écharpent devant la justice

**BlueForce** porte plainte devant la cour de Virginie pour rupture abusive de contrat contre son ancien partenaire sur le dossier, **Chenega Corp**, qui appartient à la communauté amérindienne d'Alaska ([Q IOL n°741](#)). **BlueForce** accuse **Chenega**, avec lequel il a longtemps eu un accord de sous-traitance pour opérer le contrat de formations des officiers de l'armée de l'air saoudienne de la *King Abdulaziz Air Base*, de l'avoir doublé, en utilisant des données de **BlueForce**, lors de l'appel d'offres du renouvellement du contrat. Celui-ci a été remporté le 2 août par **Chenega**...

### ROYAUME-UNI

#### Nouvelle offensive de com' du camp Ketebaev

Le nouveau site d'informations en ligne *Kazakhstan 2.0*, qui se penche sur les turpitudes du régime de **Nursultan Nazarbayev**, fait figure de redite. Celui-ci est en fait édité par un jeune cabinet britannique, **CA Analysis & Research Center**, détenu par la journaliste-consultante **Irina Petrushova**. Cette très intime de l'opposant **Muratbek Ketebaev** dispose d'une autre société, **Kazakhstan & Central Asia Intelligence Centre**. Par le passé, **Ketebaev** et **Petrushova** avaient déjà créé un site d'informations tirant à boulets rouges sur le régime d'Astana, *Respublika.info*. Dans un épique combat judiciaire sur plusieurs juridictions, le Kazakhstan avait soupçonné **Ketebaev**, fidèle du clan de l'oligarque en disgrâce devenu opposant **Mukhtar Ablyazov**, d'avoir diffusé à travers ce site les fruits du *hacking* qui avait visé plusieurs officiels du pays ([Q IOL n°770](#)).



## ALLEMAGNE August Hanning rejoint le renseignement suisse chez Pluteos

L'interview fracassante donnée au *Bild* par **August Hanning** le 21 août remet en lumière cet ancien patron du **BND**, le service allemand de renseignement extérieur. Il y recommandait de cesser les relations avec le renseignement autrichien, en proie à la pression de l'extrême droite au pouvoir (📧 IOL n°812). Sauf que Hanning est aujourd'hui contesté par une partie de la communauté locale du renseignement, notamment pour ses intérêts pas toujours très limpides dans le privé. Depuis quelques mois, il est le président du conseil d'administration de **Pluteos AG**, un cabinet suisse de renseignement d'affaires créé en janvier par le financier **Samuel Danilowitsch**. Celui-ci a longtemps été associé à Londres avec **Elman Huseynov**, un intendant pour oligarque russe. Hanning y siège aux côtés de **Hans Wegmueller**, le patron du **Service de renseignement stratégique** (SRS) de la

Confédération jusqu'en 2008, et surtout du revenant **Thorsten Mehles**, le fondateur de la première société allemande de renseignement d'affaires offensif, **Prevent AG**. Prevent avait fermé après avoir provoqué un scandale en Allemagne (📧 IOL n°647).

En outre, Hanning, à la tête de son cabinet **Hanning Consult**, est toujours conseiller de la société britannique **Good Governance Group** (G3). Il opère en parallèle dans une très discrète société de négoce de matériel de sécurité, **Tradex Safety**, dont des membres de sa famille sont des représentants légaux.

Enfin, il gravite dans la galaxie de **Thomas Kaplan**, à la tête du **Tigris Financial Group**. Hanning représente en Allemagne deux groupes de pression soutenus par ce mystérieux milliardaire américano-suisse, **United Against Nuclear Iran** (UANI) et le **Counter Extremism Project** (CEP, 📧 IOL n°800). ●

## SUISSE Massard s'impose face aux sociétés de renseignement d'affaires

Selon nos informations, le désormais célèbre **Fulvio Massard**, patron la **Section services de sécurité privés** (SSSP) de la Confédération, organise un raout le 18 septembre avec tous les acteurs du secteur du renseignement d'affaires. La plupart des sociétés opérant en Suisse devraient s'y rendre, même les plus discrètes comme **Diligence**. Signe que la SSSP, l'organisme de la confédération chargé de surveiller les activités des sociétés de sécurité et de renseignement, a réussi à s'imposer et qu'elle inquiète quelque peu les acteurs du secteur, au départ dubitatifs quant à cette nouvelle

réglementation. Celle-ci date de la loi fédérale sur les prestations de sécurité privées fournies à l'étranger, dite LPSP, entrée en vigueur en 2015. Quelques sociétés ont d'ailleurs préféré quitter le pays que passer sous les fourches caudines de la SSSP (📧 IOL n°794).

Le secteur suscite beaucoup d'intérêt chez les autorités suisses. Ainsi, le **Service de renseignement de la Confédération** (SRC) a confié à l'**Université de Berne**, au début de l'été, une étude sur l'espionnage économique. Les rapporteurs ont déjà pris contact avec plusieurs cabinets d'enquêtes afin de la mener à bien. ●

## FRANCE Risk&Co se prépare pour la rentrée

Le comité exécutif de **Risk&Co**, la société de sécurité dirigée par **Nathalie Felines**, s'appête à présenter le 19 septembre ses résultats à ses actionnaires, le fonds Latour Capital en tête. Celui-ci est engagé auprès de la société au moins jusqu'en 2020. Point d'étape, la réunion du 19 septembre devrait voir l'annonce d'un retour du bénéfice envisagé pour 2018. Ces résultats sont portés par les activités de **Géomines** et la branche cyber. Les activités de sécurité et de renseignement d'affaires, quant à elles, stagnent.

Pour parvenir à ce résultat, la direction de **Risk&Co** a réduit sa masse salariale. L'analyste senior **Yves Trotignon**, ancien cadre de la **DGSE**, a quitté début septembre le groupe qu'il avait rejoint en 2007 (📧 IOL n°550). Son départ s'ajoute à celui de la consultante senior **Valentine Brugère**, ancienne de **Kroll**. **Risk&Co** totalise six départs depuis le début de l'été, parmi ses analystes et ses ingénieurs.

**Risk&Co** rejoint par ailleurs le **Club des entreprises françaises de sûreté à l'international** (Cefsi, 📧 IOL n°723). ●

### ÉTATS-UNIS

#### Turecek passe de Kroll à CRG

Pilier du bureau de New York du groupe de renseignement d'affaires **Kroll**, **Peter Turecek** a rejoint en août avec armes et bagages l'antenne britannique de **Control Risks Group** (CRG) dans cette même ville. Il va y diriger tout le département **Compliance, Forensics** et de renseignement. Entré chez Kroll en 1995, il y a fini *senior managing director* du service **Investigations & Disputes**. Son départ intervient après le rachat au printemps de Kroll par la société de conseil **Duff & Phelps** (📧 IOL n°808).

### ÉTATS-UNIS

#### Constellis change de tête

**Apollo Global Management** (AGM) vient de nommer un nouveau PDG, **Tim Reardon**, ancien patron des branches défense et renseignement de **Lockheed Martin** et **Leidos**, pour diriger le géant de la sécurité **Constellis Group**. Celui-ci aura la charge de rendre le groupe financièrement plus attractif. C'est une nécessité alors qu'Apollo a essayé de vendre Constellis sans qu'aucune des offres présentées ne corresponde à ses attentes. Les propositions de **G4S** et **Garda**, les deux plus intéressés, étaient bien en deçà des attentes du fonds (📧 IOL n°803). Les précédents patrons de Constellis, **Jason DeYonker** et **Dean Bosacki**, deviennent formellement conseillers du groupe.

### FRANCE

#### Eykues a la cote en Roumanie

Expert en matière d'ordre public de la **Commission européenne**, le général de gendarmerie **Bertrand Cavallier** a été entendu mi-août par la commission parlementaire roumaine, qui se penche sur la manière dont les forces de l'ordre ont opéré après les manifestations qui ont secoué Bucarest. Bertrand Cavallier connaît bien le pays pour y avoir été l'envoyé français auprès de la gendarmerie locale. Il pilote aussi le cabinet de renseignement d'affaires et de sécurité **Eykues Consulting**, basé à Paris, qui monte en puissance sur des dossiers d'envergure. Cavallier y est associé à **Hervé Arnaud Joufray**, un ancien cadre du renseignement spécialisé dans le **Kidnap & Ransom** (K&R), et à **Amica Gourlet**, une ancienne de la **Direction générale de l'armement** (DGA) qui a travaillé dans le cabinet de conseil de **Pierre-Antoine Lorenzi**, **Serenus conseil**, puis à **Amarante International**.

### HONG-KONG

#### Un ancien de Vriens pour Nardello

Ancien du cabinet de conseil stratégique et de risque politique sur l'Asie du Sud-Est **Vriens & Partners**, **Matthew Garland** va piloter les enquêtes du bureau de Hong-Kong de **Nardello & Co**, le groupe de renseignement d'affaires de l'ancien procureur **Dan Nardello**. Garland y sera placé sous la tutelle d'**Amie Chang**, une ancienne du Pentagone et du département d'Etat recrutée il y a deux ans (📧 IOL n°761).

## - Due Diligence -

# ISRAEL Pini Meidan, broker-star en interceptions made in Tel-Aviv

Véritable légende des services israéliens, Pini Meidan fait aujourd'hui fructifier son carnet d'adresses auprès des pays désireux de se doter du nec plus ultra en matière d'interceptions.

Désormais consultant, Pini Meidan-Shani arpente de plus en plus les pays européens en quête de sociétés développant des technologies de cybersécurité. Cet arabisant se propose de faire l'interface avec les pays parmi les plus complexes du Moyen-Orient et d'Afrique, où il dispose d'entrées dans les services de renseignement.

Meidan se serait récemment rapproché de **BlueVoyant** (ex-**BlueTeamGlobal**), la société de cybersécurité initiée par **K2 Intelligence** et **BitVoyant** (Q IOL n°793, Q IOL n°789), où opèrent des anciens des services israéliens, comme **Ron Feler**, l'ex-commandant de l'**Unité 8200**, la NSA de Tel-Aviv.

Après une première longue carrière dans le ren-

seignement, en particulier dans le **Mossad** (voir ci-contre), Pini Meidan s'est reconverti dans le privé au début des années 2000. Il est aujourd'hui à la tête de son propre cabinet, **Tav-Rom**. Il a un temps eu une société aux Etats-Unis, **Orsus Solutions**. Dans ce même pays, il a été conseiller du cabinet d'avocats **MM Law**, spécialisé dans les procès d'indemnisation de victimes du terrorisme. Dirigée par **Gavriel Maïrone**, cette firme emploie toujours un autre espion israélien, **Yekutiel Hadar**, ex-cadre du **Shin Bet**.

Pini Meidan peut aussi compter sur le soutien de l'ancien premier ministre **Ehud Barak**, dont il a été le conseiller spécial en matière de renseignement. Ehud Barak est lui-même aujourd'hui très impliqué dans le secteur : il compte parmi les fondateurs de **Toka**, une société qui fournit des services de renseignement technique clé en main pour les pays dépourvus dans le domaine. Il préside également **Carbyne** (anciennement **Reporty**), spécialisée dans la protection des serveurs informatiques (Q IOL n°809). ●

### TAV-ROM LIMITED

#### PARDESIYA, ISRAEL

#### PINI MEIDAN-SHANI

**PDG.** Pini Meidan a commencé sa carrière au Mossad, en particulier dans le directeurat **Tsomet**. Il a longtemps été déployé en Europe. En 1999, il est devenu le conseiller renseignement d'Ehud Barak, d'abord ministre de la défense puis premier ministre. Pini Meidan a notamment été l'un des membres éminents des négociations avec l'**Autorité palestinienne** (AP) lors des rounds de discussions de Camp David, puis de Taba. Il y négociait avec le renseignement palestinien, alors dominé par **Mohamed Dahlan**. Celui-ci, qui entretient toujours de bonnes relations avec Israël, est aujourd'hui le conseiller pour les missions diplomatiques délicates de **Mohamed bin Zayed al-Nahyan** (Q IOL n°784).

Exclusif - A lire sur [Intelligenceonline.fr](http://Intelligenceonline.fr)  
Arabie saoudite - Huta Group veut plaire à MbS grâce au Yémen

## — Surveillance & Interception —

### LES FOURNISSEURS

#### SIXGILL

**Netanya.** Lancée en 2014, la start-up israélienne est dirigée par l'ingénieur spécialiste des télécoms **Avi Kasztan**, passé par la société de cybersécurité **Check Point**. **Inbal Arieli**, ex-officier de l'**Unité 8200**, la NSA israélienne, et **Amit Meltzer**, ancien directeur technique au cabinet du Premier ministre israélien, siègent au sein du conseil consultatif. Sixgill bénéficie également du soutien du fonds **Elron**.

#### DARKOWL

**Denver.** Fondé en 2015 par **Mark Turnage**, ancien président du spécialiste de la lutte contre la contrefaçon **OpSec Security**, DarkOwl a pour vice-président **Andrew Lewman**, un des pionniers du projet TOR (Q IOL n°792).

Exclusif - A lire sur [Intelligenceonline.fr](http://Intelligenceonline.fr)

Etats-Unis - Level Effect développe un botnet pour la cybersécurité

# FRANCE La surveillance du darknet français suscite les convoitises

Deux start-ups israélienne et américaine comptent imposer en France leurs solutions de surveillance du darknet, alors que l'offre tricolore peine encore à se structurer.

**Offensive commerciale.** La start-up israélienne **SixGill** et la société américaine **DarkOwl** (Q IOL n°796) ont renforcé leur prospection sur le marché français durant l'été. Encore peu active il y a quelques mois, la concurrence internationale se réveille en France, attirée par les récents appels d'offres des ministères de l'intérieur et des armées (Q IOL n°806, Q IOL n°800). Le marché français apparaît d'autant plus attractif que l'offre locale est modeste. L'appel d'offres lancé début 2018 par le pôle judiciaire de la Gendarmerie nationale, lequel avait sollicité six fournisseurs, n'a reçu que deux réponses. C'est la start-up **Aleph-Networks**, équipant déjà la **DGSE** (Q IOL n°804), qui s'est vu attribuer ce marché fin juillet.

**Frilosité.** Malgré le fort intérêt des services de renseignement, les industriels hésitent face à un marché qui n'a pas encore trouvé en France sa taille critique, au-delà des applications régaliennes. Si **Thales**, **Airbus** et **Sopra Steria** réfléchissent à développer leurs propres solutions, ils s'appuient pour l'instant surtout sur des partenariats avec les start-ups françaises pionnières dans ce domaine, dont **CybelAngel** et **Aleph-Networks**.

**Nouveaux débouchés.** Ces dernières se tournent de plus en plus vers le secteur bancaire et assurantiel. La revente de données personnelles sur le **darknet**, déjà foisonnante en ce qui concerne les identifiants de connexion et les informations bancaires, s'étend désormais aux données médicales. Selon nos informations, le ministère français de la santé s'est d'ailleurs inquiété au cours de l'été de voir un nombre croissant de données appartenant à ses assurés être proposées à la vente sur les réseaux anonymisés. ●

### Abonnement annuel

**1 005 €**

23 NUMÉROS PAR E-MAIL

- ✦ L'édition en ligne
- ✦ Les dossiers spéciaux
- ✦ La collection Insiders
- ✦ Les archives depuis 1992

**INTELLIGENCE ONLINE** est édité tous les 15 jours depuis 1980, en français et en anglais, par **Indigo Publications**

- Directeur de publication: **Maurice BOTBOL** ► Directeur de la rédaction: **Philippe VASSET**
- Rédacteur en chef: **Pierre GASTINEAU** ► Journalistes: **Pénélope BACLE** et **Guillaume GRANDVENT**
- Tél: +33 1 44 88 26 06 ► Fax: +33 1 44 88 57 33

© Indigo Publications - Reproduction et diffusion interdites sans autorisation écrite.

ISSN: 1635-9038 ► Publié sur [www.IntelligenceOnline.fr](http://www.IntelligenceOnline.fr) (Commission paritaire: 1220 W 90645)

► **Autres publications:** La Lettre du Continent, La Lettre de l'Océan Indien, Maghreb Confidentiel, Africa Energy Intelligence, Africa Mining Intelligence, La Lettre A.

**indigo  
publications**

L'intelligence des faits  
142, rue Montmartre  
75002 Paris  
Tél: + 33 1 44 88 26 10  
[info@indigo-net.com](mailto:info@indigo-net.com)